

En Amérique, dans cette atmosphère saxonisée et saxonisante, nous le savons maintenant: nous sommes restés catholiques parce que nous sommes restés Français. Après Dieu voilà d'où nous est venu le salut.

Abbé GROULX

## OBSERVATOIRE

### Un bon signe

Franco ayant parlé de restaurer la monarchie en Espagne, Radio-Moscou a poussé contre lui de haute cris. Elle a parlé de son visage détesté, de son hygiène, de son fascisme, de son amitié pour le défunt Hitler et de ses manigances pour plaire à de nouveaux maîtres, etc.

Ces propos nous montrent assez clairement ce qu'il faut penser de Franco. Il a fait en Espagne une bonne et nécessaire œuvre contre les communistes et la soviétique de Moscou. On comprend que les chefs du communisme mondial ne l'aient pas aimé. Mais c'est un signe en sa faveur.

Quant aux Espagnols qui Radio-Moscou demande de renverser Franco, les observateurs impartiaux nous disent qu'ils sont prêts à le soutenir, malgré les imperfections de son gouvernement, plutôt que de voir la barbarie communiste ensanguiner de nouveau leur pays.

S. P.

### Une injure à l'Angleterre

Les dépêches nous ont rapporté, voici quelques temps, et des journaux ont affiché en grosses lettres que sept millions d'Anglais veulent quitter leur île pour s'établir à l'étranger; la majorité en Canada, les autres en Australie et en Nouvelle-Zélande.

Sept millions c'est "bien du monde", une grosse "gang", diraient nos bonnes gens.

C'est beaucoup de monde, en effet; mais après réflexion, on se demande si le chiffre n'a pas été fixé arbitrairement par les propagandistes de l'immigration britannique en notre pays.

S'il est vrai que sept millions d'Anglais veulent quitter leur patrie, c'est que, à leur avis, la vie en Angleterre n'est plus ce qu'elle fut autrefois. Ils ont vu le commencement de la mort. Imagine-t-on des millions de personnes quittant la source même de toutes les libertés, de toutes les supériorités, de tous les raffinements pour aller vivre parmi des colons à demi civilisés? Non, nous n'en pouvons croire nos oreilles ou nos yeux.

Il est moins que la saveur de notre jambon et de nos fromages n'exercent sur ces gens une attirance massive extraordinaire. Mais dans ce cas, ils savent bien par expérience qu'ils peuvent se rassurer de ces nourritures terrestres sans quitter leur foyer. Un signe, un dé-

(suite à la page 8)



### Les goffeurs sont sortis!

De leur demeure sombre et austère, Dans les entrailles de la terre, Les goffeurs sont enfin sortis. C'est Sophronie qui me l'a dit.

Cette année, ils sont légion; Il y en aurait près d'un million. Ils sortent la tête un peu partout. Tous les dix pieds, on trouve un trou.

On voit les goffeurs à Morinville, Vimy, Beaumont et Pécarierville. À St-Paul, Lac Froide, La Corey, Jusqu'à Falher et la "Smoky".

Les goffeurs de Saint-Vincent. Vous ont des "lmeuses" de dents; Ceux de St-Edouard et Lafont. Sont efflanqués et sans façon.

La plupart ont le ventre d'œuf. Et se promènent comme des queueux. D'autres ont des fers effrontés Et farauds comme des chats de chanter.

Le père, la mère et tous les petits. Sortent en procession du nid. Ils ont fini leur long sommeil. Et viennent se chauffer au soleil.

D'autres restent au bord du chemin. Assis sur leur arrière-train. Ils relanguent et dévalisent. Les gens qui s'en vont au village.

Il paraît que les cultivateurs Peuvent le dire: tous les goffeurs. Ils sortent leurs plèges et le peloton Pour les tuer sans plus de façon.

Des goffeurs je suis le député; Pour eux je viens m'occuper. Je vous conjure, chers cultivateurs, De nous épargner ce malheur.

Pensez-y donc, amis lecteurs; Si l'on tue tous les goffeurs, Qui les remplacent, bonance, Dans le Trou de la Survivance?

Le GOFFEUR

### L'affaire Popovitch

## Le consul de Yougoslavie devra retourner bientôt dans son pays

### Une leçon à certains diplomates

Ottawa. — M. Zeco Popovitch, consul général de Yougoslavie à Montréal, a reçu l'ordre de son gouvernement de retourner à Belgrade, a-t-on appris ici de sources bien informées. On se rappelle que des son arrivée au Canada, le consul a déclaré, dans une entrevue au "Standard" de Montréal, qu'il était l'Église catholique pour ce qu'il a appelé les "rapports fantaisistes" du procès de Mgr Stepinac, condamné par un tribunal communiste à la prison et aux travaux forcés. Popovitch s'en était vanté sur sa page qu'il avait accusé de mensonge.

La semaine dernière, à la Chambre des Communes, M. Louis St-Laurent, ministre des Affaires extérieures, a dit qu'il avait reçu de nombreuses protestations au sujet de cette entrevue. Il a qualifié de "nettement offensante" une partie de la déclaration du consul. Et il a ajouté: "Si un représentant canadien à l'étranger avait employé un tel langage dans des circonstances semblables, nous ne pourrions avoir d'objections à ce que le gouvernement après lequel il est recroûté, formulât des plaintes."

Voici la déclaration de M. Saint-Laurent en réponse aux questions de M. M. Raymond, député du Bloc populaire et député de Beauharnois-Laprairie à la Chambre des Communes:

"J'ai étudié avec beaucoup de soin les représentations qui ont été faites au gouvernement relativement à la déclaration que M. Popovitch est censé avoir faite dans une interview publiée dans le "Standard" de Montréal le 1er mars 1947. Il est clair que c'est le droit et le devoir d'un représentant diplomatique ou consulaire d'un pays d'employer le meilleur de ses efforts à expliquer la po-

litique et les actes de son gouvernement et d'éclaircir les malentendus. Comme nous comprenons que nos représentants à l'étranger feront cela pour le Canada, nous devrions être les derniers à refuser le même droit et le même privilège aux représentants des gouvernements étrangers au Canada.

"L'existence de ce droit est une chose, et la façon d'exercer ce droit est une autre. Un représentant étranger est coupable d'une inconvenance si, en prenant la défense des actes et de la politique de son gouvernement, il se sert d'un langage qui est nettement blessant, comme l'est une partie du langage qu'il rapporte que monsieur Popovitch a employé. Si un représentant canadien à l'étranger avait employé un tel langage dans des circonstances semblables, nous ne pourrions avoir d'objections à ce que le gouvernement après lequel il est recroûté, formulât des plaintes.

"En fait, nous le réprimandons nous-mêmes pour avoir outrepassé les limites de la diplomatie.

"Je crois comprendre qu'au cours de cette interview, M. Popovitch a parlé en français et que ses paroles ont été traduites en anglais à l'intention du représentant du "Standard" de Montréal. Il est donc possible que le compte rendu de l'interview puisse ne pas avoir exprimé exactement ce que M. Popovitch voulait dire.

"Nous faisons une enquête à ce sujet."

Après cette déclaration, il ne restait plus au gouvernement de Yougoslavie qu'à rappeler son consul.

On croit que ce rappel servira de leçon à certains représentants étrangers qui se permettent de faire publiquement toutes sortes de déclarations en dépit des bonnes coutumes de la diplomatie.

## Son Excellence Monseigneur l'archevêque fait part de ses impressions sur le Mexique

Parlant lundi dernier, au dîner mensuel du cercle La Vénérable des Chevaliers de Colomb, S. Exc. Monseigneur J.-H. MacDonald, archevêque d'Edmonton, retraça dans des grandes lignes le voyage qu'il a fait récemment en compagnie de son Excellence le cardinal Villeneuve, légat du pape aux fêtes de la Guadalupe.

La délégation, qui comprenait plusieurs archevêques et évêques, s'arrêta d'abord à San-Antonio, Texas. À la frontière mexicaine, les Mexicains ont été très heureux de voir le légat du pape et l'archevêque de la capitale du Mexique. Le port de l'habit religieux et toute autre manifestation extérieure de religion. En quittant Casa Grande, la route monte de façon abrupte dans les montagnes. Après avoir parcouru à peine une centaine de milles, on atteint les hauteurs de sept à huit mille pieds. La température y est idéale et varie entre 50 et 70 degrés, jamais plus ni moins.

Vers la fin de l'après-midi, la délégation arrivait aux portes de la ville de Mexico. Il devait y avoir réception à la basilique vers les sept heures du soir, mais les plans tracés pour cette circonstance devaient échouer à cause d'une situation imprévue. En effet, le cardinal Villeneuve, entouré de sa cour, avançant à travers les rues, la foule grossissait à vue d'œil. On s'empressait autour de la voiture du cardinal pour l'acclamer. On estime à 300,000 personnes environ cette foule de manifestants. Une garde militaire avait tous les mètres à protéger les distingués visiteurs. Si bien que le cortège put difficilement se frayer un chemin et n'arriva à la basilique que vers les dix heures.

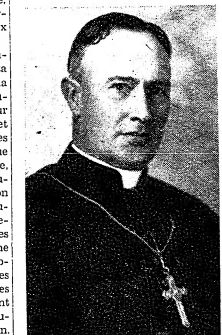
### Nommé juge à son tour

Ottawa. — Me Gerald Pateux, C.R., avocat de Montréal, a été nommé juge de la Cour Supérieure de Québec, a annoncé le Ministre de la Justice, M. Itley.

Me Pateux est le frère du docteur Gaspard Pateux, avocat à la Chambre des Communes. Il a été l'un des avocats de la Couronne dans la commission royale d'enquête sur l'espionnage. L'autre avocat était Me E.-K. Williams, de Winnipeg, qui, depuis, a été nommé juge en chef de la Cour du Banc du Roi, au Manitoba.

du soir.

Monseigneur MacDonald raconte alors les émouvantes cérémonies qui se déroulèrent à Mexico au cours de la semaine: la piété et l'enthousiasme de la foule.



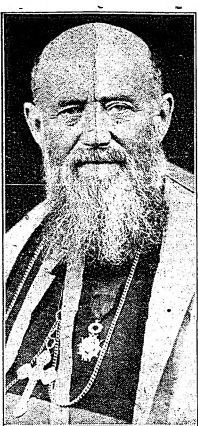
le qui pour la première fois accueillait un cardinal dans leur pays; on évalue à un million le nombre de communications distribuées durant ces quelques jours. Monseigneur l'archevêque lui-même, soumis à un incident imprévu. Un Mexicain s'était approché de lui pour obtenir un autographe. Groyant s'en tirer à bon compte, il accepta la requête de bonne grâce. Ce fut le point de départ d'une rude corvée. D'autres demandèrent la même faveur, puis d'autres et d'autres. Le cortège ne put aller plus loin. Le cardinal Villeneuve devait se contenter de signer ses initiales. La corvée dura deux ou trois heures.

En terminant, Son Excellence raconte le miracle de la Guadalupe, survenu en décembre 1531, et qui a donné lieu à la légende actuelle. Il dit aussi que depuis quelques années, les autorités mexicaines semblent mieux disposées envers la religion. La mère du président Cardenas était elle-même catholique.

Monseigneur, pour conclure, demande à tous les catholiques d'être plus unifiés et meilleurs pratiquants. C'est souvent à cause de l'apathe des bons que, dans les pays catholiques comme le Mexique et l'Espagne, les forces du mal ont pu réussir à persécuter l'Église.

Nous devons veiller, même chez nous, pour éviter un tel malheur. Les ennemis de la religion s'attaquent habituellement aux endroits où le catholicisme est le plus florissant. A nous d'être vigilants.

Le distingué conférencier fut présenté par M. Le Blanc et remercié par M. Pilon. Une solennité de convives étaient présents.



S. Exc. Mgr Gabriel Breynat, o.m.i., nous a quittés lundi pour la France, où il va demeurer définitivement.

## L'Ontario et le Québec ont organisé leurs finances sans accord avec le fédéral

Ottawa. — Les provinces de Québec et d'Ontario, en l'absence de nouveaux accords de taxation avec le Dominion, ont pris des mesures identiques pour obtenir les revenus nécessaires à l'administration de tout ce qui tombe sous la juridiction provinciale. Toutes deux prévoient un surplus pour l'année fiscale 1947-1948.

Pendant ce temps, la Nouvelle-Écosse, la troisième province qui n'a pas conclu d'accord avec le Dominion, poursuit encore les négociations. Le premier ministre MacDonald a révélé que dans un effort pour conclure un accord, il a de nouveau demandé au Dominion d'abandonner les champs de taxation mineurs et de s'engager à tenir des comptes annuels entre le Dominion et les provinces durant le terme de 5 ans que dure l'accord sur la taxation.

Plus tard, il a dit qu'il avait reçu une réponse à ses propositions, mais n'en a pas revêtu le contenu.

Le ministre des Finances, M. Abbott, a gardé lui aussi le silence sur les propositions de M. MacDonald. Mais pendant un récent débat aux Communes, il a dit qu'il ne voyait aucun motif de convoquer une nouvelle conférence entre le Dominion et les provinces tant que les autres provinces n'auront pas indiqué leur décision de conclure de nouveaux accords financiers avec le fédéral.

Il a dit que la responsabilité de l'échec du gouvernement, dans l'organisation de la sécurité sociale et les programmes de placements publics, retombe sur ces provinces qui ne veulent pas faire des nouveaux accords.

Le budget de Québec rendu public le 25 mars et celui de l'Ontario publié le 11 décembre ont vu les deux provinces ne réintégreront pas le domaine de la taxe sur le revenu personnel qu'ils ont occupé conjointement avec le Dominion jusqu'en 1941.

Cependant les deux provinces repren-

### L'une ou l'autre des deux langues

Victoria. — La connaissance suffisante de l'anglais ou du français sera une condition nécessaire pour avoir droit au suffrage d'après un amendement de la dernière heure à la loi des élections provinciales qui vient d'être adoptée par la Législature provinciale.

Sous le régime de cette loi, le registraire peut exiger qu'un candidat à l'inscription se présente devant lui pour établir qu'il possède une connaissance suffisante de l'une ou l'autre langue. Si le registraire ne peut parler français, il lui faudra trouver un interprète.

### Noms des gagnants

Tirage hebdomadaire en faveur des abonnés dont l'abonnement est en règle.

Gagnants de cette semaine: J.-Albert Morin, Edmonton, Alta. Louis-V. Goyet, New-Westminster.

A.-C. Lapierre, Bonnyville, Alta. Eugène Girard, Gravenhurst, Alta.

## La position de la France à la conférence de Moscou

### Chapelle catholique sur un porte-avions

La Haye. — Le porte-avions hollandais, "Karel Doorman" est le premier de la marine des Pays-Bas à avoir une chapelle catholique avec son tabernacle dans lequel le Très Saint-Sacrement est constamment présent. Cette chapelle, fort petite, fait l'orgueil de l'équipage qui en prend le plus grand soin.

### Ce n'est pas un succès

Berlin. — A son arrivée de Moscou, le général Lucius Clay a déclaré "qu'on a abandonné tout espoir d'en venir à une entente sur la question des réparations".

Le gouverneur américain en Allemagne, qui fut le principal conseiller du secrétaire d'Etat Marshall, à Moscou, a déclaré que "sans être un échec, cette conférence n'est pas un succès".

Le Dominion américain en Allemagne, qui fut le principal conseiller du secrétaire d'Etat Marshall, à Moscou, a déclaré que "sans être un échec, cette conférence n'est pas un succès".

Ces changements furent les principaux contenus dans les budgets présentés après que les deux provinces eurent trouvé qu'elles ne pouvaient conclure d'accord satisfaisant sur la taxation avec le Dominion pour remplacer les accords de 1942.

L'hon. Onésime Gagnon, trésorier de Québec, a prévu un surplus de \$5,590,364, pour l'année fiscale 1947-1948, avec des revenus de \$14,434,000, et des dépenses de \$13,743,636, pour 1947-1948. Les revenus de 1947-1948, furent évalués à \$13,310,000.

L'hon. Leslie Fox, trésorier provincial de l'Ontario, prévoit un surplus de \$367,143, avec des revenus de \$166,336,41, et des dépenses de \$165,596,308. Le surplus pour 1947-1947 fut évalué à \$54,000.

## Nouveau ministre anglais au Vatican

London. — M. John Victor Thomas Woolrich, Lord Perovne remplacera Sir Francis D'Arcy Osborne comme ministre plénipotentiaire et envoyé britannique extraordinaire auprès du Saint-Siège. M. Perovne a passé 27 ans dans le service diplomatique anglais.

Jusqu'ici conseiller au Foreign Office, M. Perovne, âgé de 49 ans, a reçu son éducation à Eton et à Cambridge. Il était autrefois chef de la section de l'Amérique du Sud au Foreign Office.

La Turquie craint la guerre

Istanbul. — Les journaux d'Istanbul ont rapporté dernièrement les paroles du premier ministre Recep Peker, qui aurait dit à un groupe de marchands à Izmir qu'il est fort possible que nous nous levions un bon matin, pour nous trouver en guerre.

L'avertissement du premier ministre a été donné en réponse à une demande des marchands d'exporter leur blé que la Turquie garde exclusivement pour la consommation de sa population depuis le début de la dernière guerre.

Peker n'a dit aussi que la Turquie avait amplement de blé pour cette année, mais qu'elle doit se préparer à toute éventualité. Avec les conditions actuelles, nos gros voisins ne devraient pas déclarer la guerre, a-t-il dit. Il est en fait, mais la logique n'est pas suffisante. On ne peut pas tout juger selon notre propre logique.

Précision écossaise

Halifax. — Si bon Écossais qu'il est, le premier ministre et ministre des Finances de la Nouvelle-Écosse, l'hon. Angus MacDonald, a établi avec une précision allant jusqu'au cent le budget de la province pour le prochain exercice. Il a prédit un surplus de \$122,000.01.

## M. Bidault traite du problème allemand et de ses répercussions sur la France

Après un mois de délibérations, les représentants des quatre grandes puissances réunis à Moscou n'ont pu en venir à aucun accord digne de mention. Ce schéma est dû à l'intransigeance manifeste des délégués russes.

De son côté, M. Bidault, représentant de la France, a fait un exposé très clair de la position de son pays en regard du problème allemand discuté à la conférence des Quatre. Vais les grandes lignes de la politique française.

Problème de la surpopulation allemande

"La délégation française, a déclaré M. Bidault, est guidée principalement, dans ce domaine comme dans les autres, par la notion de sécurité."

"Il est incontestable que la richesse en hommes dont l'Allemagne a disposé jusqu'ici, a constitué un puissant élément de son potentiel industriel. Une Allemagne trop peuplée renfermerait toujours un danger latent de guerre; cela sera encore plus net si cette population éprouve des difficultés pour vivre sur le sol mis à sa disposition. Aucun effort ne peut réussir pour démocratiser l'Allemagne si son territoire est trop étroit."

D'après le recensement d'octobre 1946, la population allemande était de 68 millions, soit une densité de 185 habitants au kilomètre carré, c'est-à-dire 40 de plus qu'à la veille de la guerre, et cela dans un pays dont le centre géographique s'est rapproché des frontières de la France.

La situation démographique est la suivante dans les pays avoisinants: la France a 40 millions et demi d'habitants, soit 75 au kilomètre carré; la Pologne 24 millions, soit 62 au kilomètre carré. Ainsi la densité démographique de l'Allemagne est supérieure à celle des pays environnants.

Solution proposée

"Dans l'intérêt de la paix et pour élever le niveau d'existence des Allemands, il faudra prévoir un certain nombre de mesures de réduction des mesures démographiques. Les mesures proposées sont les suivantes:

1) Acceptation par les Alliés d'aucun nouveau transfert de populations allemandes ne sera fait en dehors des accords déjà intervenus.

2) Arrêt des transferts déjà décidés, conformément à l'accord de Potsdam, mais seulement en cours de réalisation;

3) Interdiction de tout établissement définitif en territoire allemand des personnes déplacées qui s'y trouvent actuellement. Accélération du déplacement et du rapatriement hors d'Allemagne de ces personnes;

4) Organisation des émigrations allemandes.

Gouvernement provisoire

M. Georges Bidault a aussi exposé à Moscou devant le Conseil des Quatre le point de vue français sur l'organisation politique provisoire de l'Allemagne.

"Pour éviter la reconstitution d'un Reich centralisé et militariste, le Gouvernement français désire appliquer aussi complètement que possible les principes de la décentralisation politique et du développement des responsabilités locales. Tous les pouvoirs de Gouvernement seraient en principe l'apanage d'États membres de la Fédération allemande. L'Administration, émanation de ces États, aurait les attributions qui lui seraient expressément déléguées pour la gestion des services que l'on ne peut concevoir autrement que sur le plan national."

"La faute essentielle à éviter", dit-il, est celle qui fut commise après la guerre, qui consiste à reconstituer immédiatement un Gouvernement non seulement central mais centralisé, le seul à maintenir tout l'appareil administratif et militaire de l'Allemagne impériale et ainsi rendu possible le Troisième Reich.

L'Allemagne doit refaire l'apprentissage de la démocratie et de ses méthodes. Elle ne peut le faire que début que sur le plan local et cela à la condition de Potsdam l'ait sagement prévu."

Il faut organiser définitivement les différents États sur une base démocratique. Il faut ensuite que les plus grands pouvoirs possibles leur soient laissés tant sur le plan politique que sur le plan économique.

"Certains de nos collègues proposent maintenant d'aborder immédiatement une troisième étape qui serait la constitution d'ores et déjà d'un Gouvernement provisoire allemand."

"La délégation française estime que de telles propositions sont prématurées. Elle est préoccupée en effet, de l'avancer sur un tel terrain qu'en sachant où l'on va; car, si nous ne sommes pas assurés sur le plan local et régional d'une organisation solide, nous échapperons difficilement aux risques que la nouvelle forme constitutionnelle devrait précisément éviter."

"Au surplus, accepter la création d'un Gouvernement provisoire suppose un accord au moins quant à l'essentiel sur ce que doivent être la nature et les pouvoirs d'un tel gouvernement. C'est tout l'avenir que nous engageons d'un seul coup."

Dans un long exposé fait sur les autres problèmes en discussion, M. Bidault a précisé les points suivants:

La Ruhr — La position française a été définie très clairement depuis la fin de 1945. Nous demandons un contrôle spécial pour l'exploitation et le régime des activités principales de la Ruhr, de ses mines et de ses industries. Le mémorandum que nous avons remis le 1er février précise dans quelles conditions (suite à la page 8)

## Projet de loi pour interdire le parti communiste — Bilinguisme fédéral

Par la B.U.P.

L'interdiction du parti communiste au Canada a été soulevée de nouveau à la Chambre des Communes. On se souvient qu'en avril 1946, le député libéral de la suite de certaines organisations nationales. C'est lui, c'est le député libéral de Québec-Montmorency, M. Wilfrid Lacroix, qui a présenté un projet de loi pour interdire le parti communiste, actuellement connu sous le nom d'Union-progrès.

Le projet de loi de M. Lacroix recommande un amendement au code criminel pour interdire le parti communiste et toutes les organisations qui lui sont affiliées.

En présentant son bill, M. Lacroix a fait remarquer que le parti communiste et toutes ses filiales constituent une menace pour nos institutions et pour la paix.

Le bill a été approuvé en première lecture.

Ce bill fut présenté le soir même du communisme subissait une éclatante défaite dans l'Union de Montréal. En fait, le candidat communiste, Michael Bushy, qui voulait remplacer Fred Rose à la Chambre des Communes, n'a pas obtenu plus que le quart des votes inscrits. Il est arrivé en troisième place, loin derrière M. Maurice Hart, candidat libéral, et de M. Paul Massé, candidat indépendant.

Bilinguisme fédéral

Un débat s'est élevé à la Chambre des Communes sur le principe du bilinguisme dans les documents officiels.

point de vue français sur l'organisation politique provisoire de l'Allemagne.

"Pour éviter la reconstitution d'un Reich centralisé et militariste, le Gouvernement français désire appliquer aussi complètement que possible les principes de la décentralisation politique et du développement des responsabilités locales. Tous les pouvoirs de Gouvernement seraient en principe l'apanage d'États membres de la Fédération allemande. L'Administration, émanation de ces États, aurait les attributions qui lui seraient expressément déléguées pour la gestion des services que l'on ne peut concevoir autrement que sur le plan national."

"La faute essentielle à éviter", dit-il, est celle qui fut commise après la guerre, qui consiste à reconstituer immédiatement un Gouvernement non seulement central mais centralisé, le seul à maintenir tout l'appareil administratif et militaire de l'Allemagne impériale et ainsi rendu possible le Troisième Reich.

L'Allemagne doit refaire l'apprentissage de la démocratie et de ses méthodes. Elle ne peut le faire que début que sur le plan local et cela à la condition de Potsdam l'ait sagement prévu."

Il faut organiser définitivement les différents États sur une base démocratique. Il faut ensuite que les plus grands pouvoirs possibles leur soient laissés tant sur le plan politique que sur le plan économique.

"Certains de nos collègues proposent maintenant d'aborder immédiatement une troisième étape qui serait la constitution d'ores et déjà d'un Gouvernement provisoire allemand."

"La délégation française estime que de telles propositions sont prématurées. Elle est préoccupée en effet, de l'avancer sur un tel terrain qu'en sachant où l'on va; car, si nous ne sommes pas assurés sur le plan local et régional d'une organisation solide, nous échapperons difficilement aux risques que la nouvelle forme constitutionnelle devrait précisément éviter."

"Au surplus, accepter la création d'un Gouvernement provisoire suppose un accord au moins quant à l'essentiel sur ce que doivent être la nature et les pouvoirs d'un tel gouvernement. C'est tout l'avenir que nous engageons d'un seul coup."

Dans un long exposé fait sur les autres problèmes en discussion, M. Bidault a précisé les points suivants:

La Ruhr — La position française a été définie très clairement depuis la fin de 1945. Nous demandons un contrôle spécial pour l'exploitation et le régime des activités principales de la Ruhr, de ses mines et de ses industries. Le mémorandum que nous avons remis le 1er février précise dans quelles conditions (suite à la page 8)









is; prix: 21½% de la valeur

## Cours à domicile de l'U.C.C.

## La famille et la terre.

## 20ème leçon: La famille agricole et la paroisse

Par Gérard Filion, secrétaire général de l'Union catholique des Cultivateurs

Les mots paysan et païen ont une origine commune. Ils dérivent tous deux du latin "paganus". C'est qu'à l'origine du christianisme l'homme des champs fut asservi pendant plusieurs siècles au culte des faux dieux, pendant que les gens des villes étaient déjà convertis à la doctrine chrétienne. Les églises, qui désignaient à la fois les maisons de prières et les assemblées de fidèles, étaient localisées dans les villes. Il fallut plusieurs siècles pour évangéliser les gens de la campagne. Le territoire de la plupart des pays d'Europe, notamment la France et l'Allemagne, fut recouvert de forêts infestées de bêtes sauvages, de brigands et de chasseurs. Les villes étaient reliées par des chemins cahoteux et peu sûrs. Le voyageur risquait de se faire dévaliser à chaque tournant. Des moines s'enfonçaient dans la forêt, bâillaient des huttes, recueillant auprès d'eux les brigands et les chasseurs, organisant le défrichement des terres et des villages. L'on estime que les 3/8 du territoire de la France furent défrichés à l'action directe de l'Eglise. La paroisse rurale est née de ces misérables commencements.

En Nouvelle-France, la paroisse rurale fut importée de toutes pièces, comme du reste les autres institutions sociales, particulièrement le régime seigneurial. Cependant, elle a joué dans les campagnes canadiennes-françaises un rôle qu'il importe de mettre en relief.

La guerre qui aboutit à la cession du Canada à l'Angleterre laissa le pays dans un état de dévastation dont on ne se remettrait pas nos jours. Le régime physique était grand: des centaines de fermes avaient été saccagées et les bâtiments incendiés, la monnaie était perdue à la guerre un peu ou un fin ou même plusieurs de ses membres. Le désarroi moral était encore plus grand. Outre le découragement naturel qui étreint tout peuple vaincu, les Canadiens français voyaient leurs dirigeants les abandonner. Les fonctionnaires, les seigneurs, les gens instruits prirent, pour la plupart, le chemin de la France. Les habitants canadiens-français restaient seuls pour organiser leur vie et se défendre. Seuls les prêtres restèrent fidèles. De toutes les institutions sociales auxquelles ils étaient habitués, une seule restait debout, la paroisse. Instinctivement, ils se tassèrent autour des clochers comme le troupeau qui s'abrite sous le chêne durant l'orage. La vie continua paisible, mais toujours latente, sous la main de l'administration et du commerce étant passés aux mains des vainqueurs, il ne leur restait qu'un gagne-pain, l'agriculture. Comme les enfants venaient drus, l'habitant dut défricher pour trouver de quoi les nourrir et les établir. Un rang n'était pas assésit occupé qu'on en ouvrait un deuxième, de sorte que chaque génération refoulait la suivante dans les "concessions".

La paroisse rurale c'est, au Canada français, le cadre naturel dans lequel évoluent les familles. En ville, la paroisse a un caractère beaucoup plus artificiel et ne répond guère, du moins dans l'ordre matériel, à une réalité vivante. Peut de gens peuvent indiquer avec précision les limites de la paroisse urbaine. En campagne au contraire la paroisse répond à un territoire géographique bien défini, que tout le monde connaît. Les familles se distinguent par l'appartenance à telle paroisse. Chacun sait dans quelle paroisse il est né, dans quelle paroisse il a été baptisé, dans quelle paroisse il a contracté mariage, dans quelle paroisse ses ancêtres ont été inhumés. Les familles éprouvent un attachement sentimental à leur paroisse. Elles en ont l'esprit, les qualités et les travers.

C'est dans le cadre de la paroisse rurale que se créent la plupart des relations sociales. Léon Gérin a noté avec justesse que dans les rapports de voisinage, il y a lieu de distinguer trois degrés, le premier voisin, le rang, la paroisse. Le premier voisin — deux en réalité, un de chaque côté — fait en quelque sorte partie de la famille; il est de toutes les fêtes et de tous les deuils. Et entre voisins, on se rend des services, on se prête des instruments, on se donne un coup de main, on "échange du temps". C'étaient presque toujours les deux voisins ou les deux voisins qui ensevelissaient les morts, avant l'avènement des croquemorts à gages.

Du voisinage, la vie sociale s'étend au

rang. Les gens du rang sont toujours invités aux noces, aux corvées, aux épousailles de l'Inde, aux plumages d'Inde. Aux funérailles, l'on voit une filée de voitures qui descendent du rang, suivant respectueusement le corbillard au pas du cheval.

Et le rang s'intègre dans la paroisse qui est la grande famille de toutes les familles, avec un père commun: le curé. La paroisse, c'est le centre de la vie sociale et des affaires; elle fournit même ses cadres à la municipalité et à la commission scolaire. La paroisse tient ses gens si étroitement liés que plus on s'éloigne du centre moins les routes sont fréquentées, à tel point qu'aux frontières de deux paroisses l'herbe croît librement entre les ornières. L'entraide sociale s'organise dans les cadres de la paroisse. Quand autrefois quelqu'un subissait un malheur, par exemple un incendie, on faisait une collecte dans les rangs; cette pratique a donné naissance aux sociétés mutuelles d'assurance-incendie qui, en majorité, sont affiliées dans le centre paroissial. C'est encore la paroisse qui, au moyen de collectes dans les rangs, prend à sa charge l'assistance aux familles pauvres.

A la tête de la paroisse on trouve le curé. Dans la paroisse rurale d'aujourd'hui le curé est souvent le seul homme instruit. Son prestige d'homme de Dieu et sa qualité d'homme instruit en faisaient le chef spirituel et temporel de la paroisse. Le curé de cette époque était mêlé à toutes les questions d'ordre matériel autant que spirituel. Les paroissiens avaient volontiers recours à ses conseils et ne prenaient jamais une décision importante sans obtenir son opinion. Dans les paroisses de colonisation, le prêtre jouait un rôle encore plus important et on le considérait volontiers comme le représentant de la population. C'est lui qui traitait avec les autorités au nom de tous les habitants de la paroisse.

Dans les vieilles paroisses, le prestige du curé est aussi grand qu'autrefois dans les centres spirituels. Cependant la population plus instruite et plus entreprenante a pris l'habitude de conduire elle-même ses affaires temporelles. Le curé reste encore l'homme de bon conseil mais il n'est pas obligé comme autrefois de tout exécuter par lui-même. Il peut compter sur une élite laïque capable de conduire les affaires paroissiales.

Joseph de Perquidoux a écrit sur le curé de campagne des pages d'une grande beauté dont nous tirons les passages suivants: "Il (le curé) est l'homme de Dieu par la prière et par l'exemple. Par la prière parce que, intercesseur éternel, il n'a pas seulement les bras levés comme Moïse, mais encore l'âme en perpétuelle oraison, en perpétuelle supplication pour ses ouailles dont les besoins sont incessants."

Le prêtre est encore l'homme de Dieu par l'exemple qu'il donne. Il propose aux âmes la rectitude et la mortification de sa vie. L'une et l'autre sont manifestes à la campagne. Il est seul et perpétuellement exposé aux regards. La robe qu'il porte, unique dans le pays, le signale à chaque pas. Rien qu'à l'apercevoir l'exemple commence. On l'apparaît dans son long et sombre habit, qui l'isole du monde, il inspire un sentiment de décence et de pudeur; il laisse, après son passage, une impression de dignité qui se mêle à l'ambiance. Sa réputation de juge moral est telle que sa personne est évoquée pour ramener à la bonne conduite et à la sagesse."

Homme de Dieu par la prière et l'exemple, il est l'homme de tous par la consolation, le encouragement et la charité. Dans une grande ville le prêtre ne connaît que peu de son monde, trop nombreux ou passager, souvent indifférent; à la campagne, il connaît tous ses paroissiens, bons et mauvais, et le mutuel contact commente la parole: "Je connais mes brebis et mes brebis me connaissent". De là l'immédiate et universelle charité qu'il apporte dans son ministère. Il a souci de tous, des âmes, des corps, des intérêts."

## QUESTIONNAIRE

- 1.— Pourquoi les mots paysan et païen ont-ils une origine commune?
- 2.— Sur quelle institution s'appuyèrent les colons français après la conquête du Canada?
- 3.— Quelles sont les relations de voisinage qui se créent dans la paroisse?
- 4.— Dites un mot du rôle du curé dans la paroisse rurale.

lois à ce sujet étaient plutôt vagues, elles ont été à même de les préciser.

La première visite du Père MacDonald à Porto-Rico, cependant, souleva un intérêt presque universel envers les coopératives comme solution des problèmes économiques de Porto-Rico. Le gouvernement de Porto-Rico envoya une délégation en Nouvelle-Ecosse pour étudier le mouvement sur place. A son retour, cette délégation fit des recommandations dont on tint compte dans l'élaboration des nouvelles lois.

En 1901, il y eut à ce sujet quelques nish. Canada. Les nouvelles lois ont été adoptées à Porto-Rico; comme les lois.

## Sa Sainteté Pie XII et la coopération

Sa Sainteté Pie XII, dans son message adressé à la Conférence des Catholiques français tenus à Strasbourg, France, a signalé l'urgence qu'il y avait à promouvoir le développement du mouvement coopératif comme moyen efficace de favoriser la prospérité générale et d'humaniser la vie économique.

"Même lors que la nationalisation est justifiée, affirmait Pie XII, il est à craindre qu'elle n'imprime un caractère mécanique de la vie. Aussi, tous ses avantages ne peuvent compenser la nationalisation pour les masses populaires peuvent être désastreuses. Nous considérons qu'il est plus avantageux d'organiser des sociétés coopératives dans chaque branche de l'économie publique, ce qui favoriserait la prospérité des entreprises. Le pape déclara que la forme coopérative de l'économie est sans conteste plus en conformité avec les enseignements du Christianisme, notamment en ce qui concerne la personnalité humaine, la société, le travail et la propriété privée."

## Décès de la mère du R.P. Gobeil

Nous apprenons le décès de Mme Arthur Gobeil, mère du R.P. D.-A. Gobeil, missionnaire prêtre curé attaché à la province d'Alberta-Saskatchewan. La défunte, qui était de 65 ans, nous laisse, outre le R.P. Gobeil, un autre fils, M. Jean-Charles Gobeil, instituteur, et cinq filles: Mmes J. Poliquin et Paul Marier; Mlles Orléan, Thérèse et Germaine Gobeil. Le service funèbre a été chanté par Mgr Joseph Guy, à St-Eusèbe-de-Yorville.

Nous offrons nos vives sympathies au R. Père Gobeil.

## La prochaine récolte de blé

Winnipeg. — La température dans les provinces des prairies permet à certains experts en agriculture de prévoir une abondante récolte au Canada pour la production du blé. Ces experts comptent que la récolte atteindra 485,000,000 boisseaux de blé en 1947.

On prévoit que les cultivateurs des prairies ensemenceront environ 1,250,000 acres de terre, ce qui est l'an dernier, en dépit du fait que le gouvernement ait recommandé de diminuer de sept pour cent l'espace ensemencé en blé.

## Le "Blé d'or"

Le "Blé d'or" est le nom de notre coopérative étudiante. L'aimons-nous? Ne vous fait-il pas penser à un champ de blé, qui s'étend vers le ciel? Pour nous, ce grain représente un membre qui s'efforce de pousser avec ses compagnons, de grandir ensemble dans l'esprit du mouvement coopératif.

C'est tout le monde le sait, une coopérative est une association qui a pour devise "Nous pour chacun, chacun pour tous." Notre petite coopérative étudiante a donc été établie pour faire comprendre à chacune la valeur de l'argent, puisqu'elle facilite les achats; achemine au comptant. Elle nous enseigne encore à servir le milieu en nous apprenant à dépenser utilement notre argent; à coopérer, à connaître l'esprit et le fonctionnement d'une telle organisation.

Voici les noms de nos officiers: Présidente, Imelda Dozols; secrétaire, Lucille Lamoureux; Comité de surveillance: Fernande Préfontaine, Thérèse Doucette, S. Hébert, Comiss: Henriette Belland et Adrienne L'Heureux.

Chaque mois, nous avons des activités: Variété de jeux entre amis, comptes rendus sur les autres coopératives, de décisions, de lectures sur le mouvement. A la dernière assemblée, il fut décidé d'avoir un grand concours sur l'étude de "Coopérative étudiante", F. Cadieux.

Pour ses deux premiers mois d'existence, le rapport financier nous donne un total de recettes: \$149.50, dont \$44.90 de parts, représentant 23 membres. Dépenses: \$9.82.

On nous dit souvent: Ces coopératives étudiantes, c'est plus une question commerciale qu'une question de vérité et de coopération. On avait même ajouté: "Vous n'êtes pas plus fines que les autres!"

Il dira-t-on encore si l'on peut affirmer que la majorité des membres ont sacrifié leur "risourne" de juin, que plusieurs ont décidé d'y laisser leurs parts?

Françoise Desaulniers, gr. XI (Assumpta)



## Coin des

## COOPÉRATEURS

## Encore l'épargne!

Quelqu'un en pense, dis, préche ou écrive, l'épargne populaire est la dernière ressource sur laquelle un peuple peut compter, pour se soustraire à toute domination étrangère.

Avec d'autres cerveaux brûlés de l'époque, on nous appelait ainsi alors pendant et après la guerre de 1914 nous avions préché, au pas mal dans le désert, la nécessité de l'épargne pour les jeunes, comme pour tout le monde.

Chacun sait les événements qui ont suivi: la crise, le chômage, la ruine d'un grand nombre, une jeunesse désespérée, presque jamais perdue pour la nation.

L'un de nos amis écrivait alors sur l'épargne un article remarquable.

Le gaspillage, tout nous sommes témoins tous les jours, lui donne une brûlante actualité. Pendant que nous gaspillons, des étrangers, économiques eux, s'emparent de nos industries. Nos lecteurs, croyons-nous, nous saurons gré de le leur, en entier. Il pourra leur être d'une grande utilité auprès de leurs sociétés, jeunes et vieux.

"Le gaspillage, écrivait-il, est devenu, en quelque sorte, la règle unique de toutes nos classes agricoles. Chacun dépense avec une nate fiévreuse les revenus de son travail."

## La caisse populaire de l'Assomption

Elle s'appelle "La Mine d'Or". C'est nous qui avons choisi ce nom parce que pour nous, cette organisation d'épargne et de crédit est une vraie "mine d'or". Elle fonctionne depuis le mois de novembre 1945. Elle a donc un an et quatre vagues d'existence.

Voici son rapport financier depuis le début:

CREDIT (Argent entré)	
En caisse, 16 nov. 1945	0.00
En caisse, 1er sept. 1946	32.99
Parts souscrites	102.35
Parts remboursées	41.32
Intérêts reçus	1.09
Dépôts reçus	1,258.76
Taxes d'entrée	6.00
Dons reçus	2.15
Libres vendus	3.01
Retraits de la Caisse Grandin	190.00

TOTAL \$1,703.27

## DEBIT (Argent sorti)

Dépenses (papierie)	6.65
Intérêts payés	1.09
Parts payées	31.30
Prêts aux membres	46.32
Dépôts retirés	1,080.16
Parts retirées	65.90
Placements à Caisse Grandin	435.00
Part à Caisse Grandin	5.15
Taxe à Caisse Grandin	2.25

TOTAL \$1,642.38

En caisse 60.89

TOTAL \$1,703.27

Nombre de prêts: 26; Membres: 52; Membres actifs: 31.

La Caisse a fait la coopération de travail. L'an dernier, elle a présenté un grand concours sur l'étude du livre de la Caisse populaire par l'abbé Couture. Cette année, à toutes les deux semaines, la Caisse présente des parties récréatives dans lesquelles elle présente un rapport, suivi de discussions, sur les principes coopératifs. Le but de toutes ces activités, c'est de mieux faire connaître la Caisse populaire aux jeunes de notre milieu afin que, plus tard, elles puissent s'intéresser à celle de leur paroisse.

La Caisse populaire, tout comme notre petite coopérative, est un service du milieu lancé par notre "incompréhensible A.S.V. dont le but est de promouvoir le bien général du milieu. Nous espérons fortement que cette A.S.V. avec ses différents services, réussira à inclure en chacune de nous cet esprit de service, d'entraide, de parfaite coopération si bien que, dans la société de demain nous saurons servir en plénitude.

Comités de la Caisse populaire: Comité d'administration: Juliette Richard, présidente; Marie-Claire Hébert, vice-présidente; Marjorie Charbonneau, trésorière; Françoise Desaulniers, conseillère; Comité de surveillance: Lucille Lamoureux, Claire Pédin, Imelda Dozols, Comité de crédit: Aimée Lamoureux, Emilienne Gaulin, Antoinette Morin (retraitée). (Assumpta)

N.B.—Les jeunes de l'Assomption ont aussi une autre coopérative, "Le blé d'or", nous en reparlerons.

nous plus ou moins généreux que lui assure son travail quotidien. Le résultat? Au lieu de transmettre une fortune à nos héritiers, nous leur abandonnons bien souvent des dettes.

L'envahissement

Or, durant ce temps, autour de nous et au milieu de nous l'étranger s'organise, nous encercle, nous refoule, met la main sur nos ressources naturelles, assure sa prospérité présente et ses progrès futurs. Comme s'il s'agissait d'une chose fort ordinaire, nous laissons faire, semant à tout hasard nos gros sous, nos gros sous libérateurs pourtant, si nous savions les conserver et les mobiliser!

Que les autres groupements ethniques qui composent avec nous la population canadienne, nous supplantent et nous dépouillent en richesse et en puissance, nous laisse assez indifférent, pourvu que personne ne s'avise de troubler notre quiétude. "D'abord qu'on vit..."

Nous sommes châtouilleux, du moins relativement, au chapitre de nos droits; nous les réclamons avec force et nous avons mille fois raison. Mais n'oublions pas trop souvent de dire un mot des devoirs que l'exercice de ces droits nous crée?

A force d'insister sur les premiers et de passer les seconds sous silence, n'en arrivons-nous pas à fausser la notion des uns et à perdre celle des autres? Le temps semble venu de dire les choses comme elles sont. Nous avons des droits incontestables que nous confère notre qualité de citoyens et de défricheurs de la terre, nous avons aussi des devoirs, devoirs impérieux que nous impose notre qualité de citoyens d'un pays jeune à qui les vagues espoirs sont permis.

Voici son rapport financier depuis le début:

CREDIT (Argent entré)	
En caisse, 16 nov. 1945	0.00
En caisse, 1er sept. 1946	32.99
Parts souscrites	102.35
Parts remboursées	41.32
Intérêts reçus	1.09
Dépôts reçus	1,258.76
Taxes d'entrée	6.00
Dons reçus	2.15
Libres vendus	3.01
Retraits de la Caisse Grandin	190.00

TOTAL \$1,703.27

## DEBIT (Argent sorti)

Dépenses (papierie)	6.65
Intérêts payés	1.09
Parts payées	31.30
Prêts aux membres	46.32
Dépôts retirés	1,080.16
Parts retirées	65.90
Placements à Caisse Grandin	435.00
Part à Caisse Grandin	5.15
Taxe à Caisse Grandin	2.25

TOTAL \$1,642.38

En caisse 60.89

TOTAL \$1,703.27

Nombre de prêts: 26; Membres: 52; Membres actifs: 31.

La Caisse a fait la coopération de travail. L'an dernier, elle a présenté un grand concours sur l'étude du livre de la Caisse populaire par l'abbé Couture. Cette année, à toutes les deux semaines, la Caisse présente des parties récréatives dans lesquelles elle présente un rapport, suivi de discussions, sur les principes coopératifs. Le but de toutes ces activités, c'est de mieux faire connaître la Caisse populaire aux jeunes de notre milieu afin que, plus tard, elles puissent s'intéresser à celle de leur paroisse.

La Caisse populaire, tout comme notre petite coopérative, est un service du milieu lancé par notre "incompréhensible A.S.V. dont le but est de promouvoir le bien général du milieu. Nous espérons fortement que cette A.S.V. avec ses différents services, réussira à inclure en chacune de nous cet esprit de service, d'entraide, de parfaite coopération si bien que, dans la société de demain nous saurons servir en plénitude.

Comités de la Caisse populaire: Comité d'administration: Juliette Richard, présidente; Marie-Claire Hébert, vice-présidente; Marjorie Charbonneau, trésorière; Françoise Desaulniers, conseillère; Comité de surveillance: Lucille Lamoureux, Claire Pédin, Imelda Dozols, Comité de crédit: Aimée Lamoureux, Emilienne Gaulin, Antoinette Morin (retraitée). (Assumpta)

N.B.—Les jeunes de l'Assomption ont aussi une autre coopérative, "Le blé d'or", nous en reparlerons.

Nous offrons nos vives sympathies au R. Père Gobeil.

La défunte, qui était de 65 ans, nous laisse, outre le R.P. Gobeil, un autre fils, M. Jean-Charles Gobeil, instituteur, et cinq filles: Mmes J. Poliquin et Paul Marier; Mlles Orléan, Thérèse et Germaine Gobeil. Le service funèbre a été chanté par Mgr Joseph Guy, à St-Eusèbe-de-Yorville.

Nous offrons nos vives sympathies au R. Père Gobeil.

Nous offrons nos vives sympathies au R. Père Gobeil.

Nous offrons nos vives sympathies au R. Père Gobeil.

Nous offrons nos vives sympathies au R. Père Gobeil.

Nous offrons nos vives sympathies au R. Père Gobeil.

Nous offrons nos vives sympathies au R. Père Gobeil.

Nous offrons nos vives sympathies au R. Père Gobeil.

Nous offrons nos vives sympathies au R. Père Gobeil.

Nous offrons nos vives sympathies au R. Père Gobeil.

Nous offrons nos vives sympathies au R. Père Gobeil.

Nous offrons nos vives sympathies au R. Père Gobeil.

Nous offrons nos vives sympathies au R. Père Gobeil.

Nous offrons nos vives sympathies au R. Père Gobeil.

Nous offrons nos vives sympathies au R. Père Gobeil.

Nous offrons nos vives sympathies au R. Père Gobeil.

Nous offrons nos vives sympathies au R. Père Gobeil.

Nous offrons nos vives sympathies au R. Père Gobeil.

Nous offrons nos vives sympathies au R. Père Gobeil.

Nous offrons nos vives sympathies au R. Père Gobeil.

Nous offrons nos vives sympathies au R. Père Gobeil.

Nous offrons nos vives sympathies au R. Père Gobeil.

Nous offrons nos vives sympathies au R. Père Gobeil.

Nous offrons nos vives sympathies au R. Père Gobeil.

ment l'enfermer; elle devient un devoir civique, c'est-à-dire, un devoir de l'individu envers la société qui le fait et lui donne des droits; devoir d'autant plus rigoureux que cette société a plus besoin, pour subsister et grandir, du concours effectif de chacun de ses membres.

C'est notre cas.

Une force que nous gaspillons L'état de sujétion économique dans lequel nous vivons, limite notre influence politique et entrave notre affranchissement moral. Il nous faut encore défendre des préjugés, pourtant acquies de haute lutte, dont nous ignorons vraisemblablement en paix, églions-nous la force que procure la richesse, à une époque où les reflets de l'or éblouissent, où la volonté du plus riche courbe toutes les autres.

Or, la richesse, c'est la masse populaire qui la crée par son travail de transformation et d'adaptation. La fortune individuelle et la fortune collective résultent de l'accumulation, un à un, des sous et des dollars, non seulement dans la caisse opulente de l'industriel et du financier, mais encore dans la bourse beaucoup plus modeste de l'artisan et de l'agriculteur. Chacun dans sa sphère contribue pour sa part à la propriété commune, à condition toutefois qu'il ne dissipe pas la partie de son revenu qu'il ne peut légitimement consommer. L'effort laborieux du plus grand comme du plus humble demeure stérile si les fruits en perdent. Et dans les conditions particulières dans lesquelles nous vivons, c'est pour chacun de nous une obligation de veiller à ce que les fruits de notre travail, après avoir servi nos propres intérêts, profitent à la communauté.

Celle-ci a besoin de notre action concourante; elle peut exiger en retour des avantages qu'elle nous procure et des droits qu'elle nous confère. C'est un aspect de la question; il vaut la peine qu'on s'y arrête.

Ces grosses vertiges, vieilles de bientôt vingt ans, valent d'être redites maintenant, elle peut exiger en retour des avantages qu'elle nous procure et des droits qu'elle nous confère. C'est un aspect de la question; il vaut la peine qu'on s'y arrête.

Ces grosses vertiges, vieilles de bientôt vingt ans, valent d'être redites maintenant, elle peut exiger en retour des avantages qu'elle nous procure et des droits qu'elle nous confère. C'est un aspect de la question; il vaut la peine qu'on s'y arrête.

Ces grosses vertiges, vieilles de bientôt vingt ans, valent d'être redites maintenant, elle peut exiger en retour des avantages qu'elle nous procure et des droits qu'elle nous confère. C'est un aspect de la question; il vaut la peine qu'on s'y arrête.

Ces grosses vertiges, vieilles de bientôt vingt ans, valent d'être redites maintenant, elle peut exiger en retour des avantages qu'elle nous procure et des droits qu'elle nous confère. C'est un aspect de la question; il vaut la peine qu'on s'y arrête.

Ces grosses vertiges, vieilles de bientôt vingt ans, valent d'être redites maintenant, elle peut exiger en retour des avantages qu'elle nous procure et des droits qu'elle nous confère. C'est un aspect de la question; il vaut la peine qu'on s'y arrête.

Ces grosses vertiges, vieilles de bientôt vingt ans, valent d'être redites maintenant, elle peut exiger en retour des avantages qu'elle nous procure et des droits qu'elle nous confère. C'est un aspect de la question; il vaut la peine qu'on s'y arrête.

Ces grosses vertiges, vieilles de bientôt vingt ans, valent d'être redites maintenant, elle peut exiger en retour des avantages qu'elle nous procure et des droits qu'elle nous confère. C'est un aspect de la question; il vaut la peine qu'on s'y arrête.

Ces grosses vertiges, vieilles de bientôt vingt ans, valent d'être redites maintenant, elle peut exiger en retour des avantages qu'elle nous procure et des droits qu'elle nous confère. C'est un aspect de la question; il vaut la peine qu'on s'y arrête.

Ces grosses vertiges, vieilles de bientôt vingt ans, valent d'être redites maintenant, elle peut exiger en retour des avantages qu'elle nous procure et des droits qu'elle nous confère. C'est un aspect de la question; il vaut la peine qu'on s'y arrête.

Ces grosses vertiges, vieilles de bientôt vingt ans, valent d'être redites maintenant, elle peut exiger en retour des avantages qu'elle nous procure et des droits qu'elle nous confère. C'est un aspect de la question; il vaut la peine qu'on s'y arrête.

Ces grosses vertiges, vieilles de bientôt vingt ans, valent d'être redites maintenant, elle peut exiger en retour des avantages qu'elle nous procure et des droits qu'elle nous confère. C'est un aspect de la question; il vaut la peine qu'on s'y arrête.

Ces grosses vertiges, vieilles de bientôt vingt ans, valent d'être redites maintenant, elle peut exiger en retour des avantages qu'elle nous procure et des droits qu'elle nous confère. C'est un aspect de la question; il vaut la peine qu'on s'y arrête.

Ces grosses vertiges, vieilles de bientôt vingt ans, valent d'être redites maintenant, elle peut exiger en retour des avantages qu'elle nous procure et des droits qu'elle nous confère. C'est un aspect de la question; il vaut la peine qu'on s'y arrête.

Ces grosses vertiges, vieilles de bientôt vingt ans, valent d'être redites maintenant, elle peut exiger en retour des avantages qu'elle nous procure et des droits qu'elle nous confère. C'est un aspect de la question; il vaut la peine qu'on s'y arrête.

Ces grosses vertiges, vieilles de





La politique internationale

# Les communistes français sont fideles à la politique russe

Par Maurice DAGENAI  
de la British United Press

Le programme du président Truman de combattre le communisme et de l'empêcher de s'infiltrer dans les pays où il ne domine pas le gouvernement, a soulevé la résistance au général de Gaulle, adversaire de toujours du communisme.

L'ancien commandant des Français libres, le libérateur de la France, a prononcé récemment des discours politiques qui n'ont pas plu aux dirigeants du régime français actuel. Les communistes sont immédiatement partis en campagne contre lui. Ils ont organisé des manifestations rouges et ont même songé à préparer des grèves générales chez les employés de journaux pour empêcher ces derniers de publier les discours du général.

C'est la forme de "démocratie" que les communistes aspirent à imposer dans les pays où ils peuvent dominer.

Il est tout de même étonnant de voir la France dans l'état actuel. L'âme de la résistance française, le principal espoir de la libération de sa patrie ne serait plus capable de se faire entendre dans son pays à cause des manœuvres de gens comme Thorez qui ont abandonné leur patrie pendant la guerre pour aller se réfugier en Russie pendant que la France subissait les coups de l'ennemi!

Quelles que soient les erreurs réelles ou possibles de de Gaulle, il semble que s'il est un homme qui devrait avoir le

## Français en pèlerinage à Lourdes

Paris. — Près de 100.000 Français, hommes, femmes et enfants, feront le pèlerinage traditionnel de Lourdes en juillet prochain. Dans les années d'avant-guerre, 660.000 personnes de toutes les nationalités se rendaient chaque année au sanctuaire de Lourdes. L'an dernier, en dépit des difficultés de toutes sortes, 60.000 fidèles se sont présentés devant la grotte miraculeuse. Le R.P. Leloux, organisateur de ces pèlerinages et secrétaire de l'Association de secours Notre-Dame, croit que 110.000 pèlerins participeront au pèlerinage de cette année, du 21 au 27 juillet.

## Juifs sauvés par les chrétiens

Montreal. — A une récente réunion de la Fédération canadienne des Juifs polonais, le Dr Samuel Skornitzki, directeur de plusieurs journaux juifs, a déclaré que des milliers de Juifs ont eu la vie sauve en France durant l'occupation, grâce à leurs amis chrétiens qui les accueillirent et les mirent à l'abri des recherches de la police. A la fin de la guerre, le Dr Skornitzki a déclaré que les Juifs de France ont été libérés de la main des nazis, à laquelle tant de Juifs doivent la vie. Le Dr Skornitzki raconte comment lors de l'invasion allemande, le capitaine d'un croiseur, un catholique, a offert d'abriter des Français désireux de passer en Espagne pour ne prendre à son bord que des Juifs, au nombre de 800, ceux-ci étant à son avis tellement en péril en danger que ceux-là.

## La position...

(Suite de la page 1)

la proposition doit organiser cette gestion internationale. Nous espérons que ce mémorandum sera discuté lorsque cette question, qui figure à notre ordre du jour, sera examinée.

Le problème du charbon — Répondant au refus opposé par M. Bevin, M. Bidault a déclaré: "La Grande-Bretagne sait que le problème du charbon est essentiel pour la France comme pour un certain nombre de pays d'Europe. De sa solution dépend le relèvement de leur économie. Nous ne pouvons pas tolérer que le charbon, qui est à la base de toute l'industrie de guerre, soit laissé en abondance à la disposition de l'Allemagne.

Constant que la consommation de charbon en Allemagne au cours du même trimestre s'est élevée sur la base de plus du double de la production française. M. Bidault poursuit: "Un contrôle plus attentif de la répartition permettrait une économie très importante de combustible et par conséquent une exportation accrue, sans porter atteinte au niveau de l'activité industrielle de l'Allemagne. Si l'obligation n'est pas faite à l'Allemagne, dès la période d'occupation, d'exporter des quantités minimes de charbon, il en résultera, comme maintenant, que la consommation de charbon continuera à être nettement supérieure à celle que la production de charbon n'augmentera pas au delà de ce qui est alloué au marché allemand. Ce sont là des risques que nous ne voulons pas courir.

Le niveau de l'industrie allemande — "Il faut que le relèvement de l'industrie allemande ne prive pas ses victimes du tonnage de charbon indispensable à la bonne marche de leur économie. Sur les instructions de mon gouvernement, je déclare que nous ne pouvons pas adhérer à un accord sur les autres problèmes posés (unité économique, niveau industriel, réparations, sans qu'il ait préalablement réglé la question des exportations de charbon dans un sens conforme à nos demandes. Aucune autre attitude ne pourrait être adoptée par aucun gouvernement français."

Deuxième condition: l'accroissement du potentiel industriel de l'Allemagne ne doit pas constituer un danger de réarmement. Je partage à cet égard les préoccupations exprimées par le général Marshall. Ainsi que le disait le 31 décembre 1945 à Berlin le maréchal Sokolowski: "Laisser à l'Allemagne une capacité annuelle de 9 millions de tonnes d'acier signifie la guerre dans quelques années." Que faut-il penser alors d'une capacité de 10 à 12 millions de tonnes? Comme la délégation américaine, nous sommes prêts à examiner des chiffres, mais nous croyons, pour des raisons évidentes de sécurité, que la capacité de production sidérurgique allemande ne doit pas être supérieure à 7,500.000 tonnes par an, conformément au plan de mars 1946."

## Peu de charbon pour l'Europe

Londres. — Le gouvernement américain a informé la Grande-Bretagne qu'il ne peut y avoir aucune augmentation appréciable des exportations de charbon en Europe durant les trois prochains mois en raison d'une grave pénurie de wagons restreignant le transport.

Déserteurs britanniques recherchés

Londres. — Les services militaires de la Grande-Bretagne recherchent avec une nouvelle intensité 12.000 déserteurs encore au large dans le Royaume-Uni.

## Le gouvernement canadien fera un cordial accueil aux délégués de Terre-Neuve

Saint-Jean, Terre-Neuve. — Sept membres de la convention nationale ont été choisis par scrutin secret pour se rendre à Ottawa et y consulter le gouvernement canadien sur les questions économiques et politiques concernant l'avenir de Terre-Neuve.

Ils partiront pour la capitale canadienne après le retour à Terre-Neuve d'une délégation qui se rendra à Londres par avion le 24 avril pour des discussions semblables avec le Dominion Office. On croit que les pourparlers avec Ottawa auront lieu en juin.

Terre-Neuve, autrefois dominion britannique, a été "administré" par une commission depuis 1934.

Cette commission, formée de trois membres nommés par le Royaume-Uni et de trois représentants de Terre-Neuve, avait été nommée après que le gouvernement responsable eût renoncé à ses droits à cause des difficultés financières.

Une convention nationale fut élue l'an dernier pour étudier les formes possibles de gouvernement qui seraient soumises à la population dans un plébiscite national.

Ottawa. — Le ministre des Affaires extérieures, M. Louis Saint-Laurent, a déclaré que le gouvernement canadien

## Messes dans l'après-midi

Anvers. — Le Saint-Père a acquiescé à une demande de l'épiscopat belge et permis aux prêtres de ce pays de célébrer la messe dans l'après-midi, les dimanches et fêtes d'obligation, pour les travailleurs qui ne peuvent s'y rendre le matin.

Seules les personnes de plus de vingt ans qui ont travaillé jusqu'à leurs premières heures du matin le dimanche ou un jour de fête, ou encore dans l'avant-midi, peuvent assister à cette cérémonie. Ils recevront la sainte communion, pourvu qu'ils n'aient pas fait usage d'aliments et de liqueurs alcooliques durant les quatre heures qui précèdent la messe, et d'autre liquide une heure avant.

## Enfants privés d'allocations

Ottawa. — Les enfants qui font l'école buissonnière régulièrement privent leurs parents des allocations familiales. C'est ce qu'a déclaré, aux Communes, M. Paul Martin, ministre de la Santé et du Bien-être.

Les divers bureaux provinciaux des allocations familiales sont avertis par les autorités scolaires de l'absence d'un enfant et les allocations sont suspendues jusqu'au retour de l'enfant sur les bancs de l'école.

## Les saints Livres traduits en chinois

Jusqu'ici, seules les Évangiles avaient été l'objet d'une traduction vraiment critique en langue chinoise. Actuellement, une édition entière de la Bible à l'usage des Chinois est en voie de réalisation. Le premier volume a paru en octobre à Pékin: il est le fruit des travaux d'un franciscain italien, le P. Allegria, assisté de quatre religieux chinois.

L'édition entière comprendra deux volumes: cinq pour l'Ancien Testament, deux pour le Nouveau Testament. On escompte l'avoir terminée en trois ans.

Le premier volume paru se rapporte essentiellement aux psaumes et a été préparé d'après le Psautier publié en 1945 par l'Institut biblique de Rome, suivant les instructions de Pie XII. La traduction s'appuie directement sur le texte hébreu. La langue mandarine a été choisie, étant donné sa diffusion.

## Accord avec l'Espagne

Londres. — Hugh Dalton, chancelier de l'Échiquier, a annoncé à la Chambre des Communes que la Grande-Bretagne a signé le 28 mars un accord avec l'Espagne afin d'aider la Grande-Bretagne à acquitter la facture de ses importations de denrées alimentaires et de matières premières essentielles.

## Crise du vêtement

Londres. — Des millions de Britanniques ont perdu la chance de s'acheter un habit ou un vêtement. Le gouvernement a annoncé que l'émission des nouveaux coupons pour vêtements a été remise du 31 août au 31 octobre, par suite des pertes qu'a fait subir à l'industrie du coton et de la laine la crise du combustible de cet hiver.

## TARIFS MAUVAIS

Une Conférence internationale aura lieu durant le mois d'avril au sujet des tarifs. Il n'existe au monde aucun groupe de gens qui dépende davantage des tarifs pour leur prospérité que nos fermiers des prairies. Dans son propre intérêt, chaque fermier devrait écrire à son député ou au Premier Ministre du Canada, et lui demander de travailler en vue d'obtenir des tarifs canadiens moins élevés.

SEARLE GRAIN COMPANY LIMITED

# Pianos! Pianos!

Nous avons un très bel assortiment de pianos usagés, à la portée de toutes les bourses, et nous vous invitons à nous faire une visite.

Examinez nos pianos et comparez ensuite avec ceux des autres compagnies, et assurez-vous par vous-même que nous vous offrons de meilleurs instruments à meilleur marché.

Nos prix varient de \$210.00 à \$425.00, et nos pianos sont garantis de cinq à dix ans. Termes, si on le désire.

Pour ne mentionner que quelques-uns, nous avons des Willis, Berlin, Gerard, Stanley, Gerhard Heintzman, Heintzman Co., Nordheimer, Sherlock-Manning, etc.

Nous avons un autre char de pianos en chemin.

Achetez chez nous, et vous contribuerez par là à donner du travail à plusieurs de nos employés actuellement 6 Canadiens français.

## PEPIN & FILS

MARCHANDS DE PIANOS ET D'ORGUES

10050A - 1056 rue Tél.: 25416 EDMONTON

plus tard. Le "petit commerce" est peut-être une chose estimable dans la vie des individus, mais quand il s'agit des droits et du bien de tous, ça ne va pas très loin.

Les propagandistes à gages de la centralisation nous diront-ils franchement si M. Angus MacDonald, chef du parti libéral en Nouvelle-Ecosse et ancien ministre du cabinet King, est conservateur ou libéral?

S. P.

## Optométristes

J. E. THOMAS  
G. F. WILLOUGHBY

Examen des yeux  
Deuxième étage  
Téléphone: 9-1-2

T. EATON LTD  
LONDON ONT CANADA



Symbol of PERMANENCE

Les Boches ne seront toujours une partie de l'héritage et de la richesse de l'Alberta. Ains, les "Provincial Treasury Branches" sont là pour y veiller. Elles sont garanties par les seules "Permanences" de l'Alberta. Votre "Treasury Branch" vous apportera et travaillera à votre propre intérêt. Participez-en les bénéfices. Et vous l'admirez—C'EST UNE BONNE IDÉE!

## Conservateur ou libéral?

Lorsque MM. Drew et Duplessis affirment qu'ils ne peuvent accepter les propositions d'Ottawa sur la répartition des taxes sans compromettre la légitime autonomie provinciale, certains libéraux et tous les centralisateurs s'empressent de crier à l'auto-tête qu'ils font de la "petite politique". Drew et Duplessis, disent-ils au mépris de l'arithmétique la plus élémentaire, se font un jeu de quelques politiques différentes, c'est le vieux parti conservateur qui parle et qui prend occasion de tout pour faire la guerre au gouvernement libéral d'Ottawa. Entre eux, il y aurait la même différence qu'entre bel bonnet et bonnet bien.

Ces beaux discours font un bel effet de propagande.

Mais voici qu'un libéral authentique, nous allions écrire par sang, jadis ministre de la Marine dans le cabinet King, essaie depuis des mois d'en arriver à une entente avec le fédéral. M. Angus MacDonald, premier ministre de la Nouvelle-Ecosse, vient de déclarer que sa dernière tentative a été repoussée.

Il avait demandé au gouvernement fédéral d'abandonner les domaines de taxation importants et de s'en gager à tenir des conférences annuelles avec toutes les provinces pendant la durée de l'entente fixée à cinq ans. Ottawa refuse d'abandonner l'impôt sur l'électricité et ne veut pas s'engager à convoquer les provinces autour d'une table ronde.

M. MacDonald trouve, avec raison, que

## Poussins de qualité

Il nous fait plaisir d'annoncer à tous nos clients, nouveaux et anciens, l'ouverture de notre nouveau couvoir à Edmonton.

Nous basant sur le nombre d'années d'expérience que nous possédons dans cette industrie et sur l'installation de nouveaux incubateurs, nous vous promettons une entière satisfaction dans la qualité de nos poussins.

Il est important que tous nos clients sachent que la grande majorité des oeufs qui sont couvés dans nos nouveaux incubateurs proviennent de nos propres volailles choisies et dont le sang a été analysé par des inspecteurs approuvés du gouvernement. Le balancier des oeufs vient de bandes de volailles connues et approuvées par le gouvernement.

Afin de produire des poussins sains et vigoureux la meilleure nourriture apte à développer ce genre de poussins leur est fournie — surtout des huiles et beaucoup de verdure.

Nous vous invitons tous à venir visiter nos poulaillers. Nous nous ferons un plaisir de répondre aux questions que vous nous poserez.

Avant tout, nous désirons vous bien servir afin de vous donner pleine satisfaction. Nous vous prions aussi de placer vos commandes le plus tôt possible.

Demandez notre liste de prix et notre formule de commandes. Ecrivez ou venez nous voir.

NOUS PARLONS FRANÇAIS

NEW HAMPSHIRE		WHITE LEGHORNS	
Poulettes	\$27.00	Poulettes	\$31.00
Cocks	9.00	Cocks	3.00
Mélange	16.00	Mélange	16.00

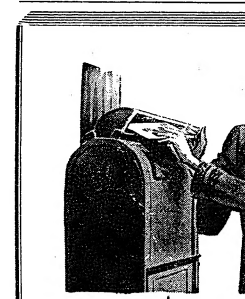
**St. Albert Hatchery & Poultry Farm**  
10927-101e rue Edmonton Téléphone 22943 Propriétaire R. Douzich  
Approuvé le 30 janvier 1947 par l'inspecteur fédéral des couvoirs.

## Une menace à notre Constitution

Toronto. — Par un vote de 57 voix contre 21 la législature ontarienne a approuvé la résolution du premier ministre Drew sur les relations fédérales provinciales. La résolution mentionnait qu'un solide système fédéral est la meilleure forme de gouvernement pour le Canada et invitait l'Assemblée à approuver les mesures qu'a prises le gouvernement de l'Ontario pour préserver ce système et protéger les droits, les coutumes et le système d'éducation de la province.

M. Drew a montré qu'il existe des dangers que l'acte de l'Amérique du Nord britannique devienne "un chiffon de papier". On se base les édifices nationaux du Canada. Nous sommes sous le coup de la menace du despotisme. Il faudra sans doute recourir à une nouvelle constitution pour protéger les droits des Canadiens.

"Les déclarations qu'a formulées, à la Chambre des Communes, le ministre de la Justice, M. Balguy, indiquent clairement que le gouvernement fédéral ne juge valide aucune des dispositions de l'acte de l'Amérique du Nord britannique, et qu'il s'arroge le droit de le modifier en totalité ou en partie par une décision majoritaire du parlement canadien sans consultation préalable des provinces".



## Il y a tant de choses à faire... et si peu de temps pour les accomplir!

Je n'ai pas le temps de courir les rues... alors je me servirai de la poste! Tout en étant des plus efficaces de moyen est très rapide et vous épargne du temps. Envoyez votre abonnement par la poste et notez en accusant réception au moyen d'une carte postale spéciale. Quelle que soit la distance qui vous sépare de La Survivance elle n'est pas plus longue que celle qui vous sépare de la plus proche boîte aux lettres.

Servez-vous de la formule ci-dessous, et envoyez-nous le prix de votre abonnement par la poste.

Merci à l'avance!

Nom de l'abonné.....

Adresse.....

Ci-inclus veuillez trouver la somme de \$..... pour abonnement pendant..... an

N.B. — Voyez les prix au haut de la page 2, à gauche